

DELIBERATION N° 2018-25

**SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS**

DU 13 MARS 2018

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L 711-1 et suivants,
Vu les statuts de l'UNS,
Vu le règlement intérieur de l'UNS,
Vu l'arrêté n°11-2018 portant délégation de signature à M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'administration, en date du 30 janvier 2018,
Vu l'arrêté n°55-2017 portant délégation de signature à M. Christophe WANNER, Directeur Général des Services, en date du 29 juin 2017,
Vu la délibération 2018-09P du Conseil Académique UCA du 5 février 2018,
Vu l'avis de la commission recherche du 16 février 2018,
Vu l'ensemble des pièces transmises aux membres,

Entendu l'exposé de M. Jeanick BRISSWALTER, Vice-président de la Commission de Recherche,

Considérant la loi Jardé du 5 mars 2012 et notamment le Décret d'application n°2017-884 du 9 mai 2017 qui précise le champ des recherches impliquant la personne humaine soumises à l'avis des comités de protection des personnes et, le cas échéant, à l'autorisation de l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament.

VALIDE la création d'un Comité Ethique pour la Recherche Non Interventionnelle -CERNI destiné à fournir un avis sur les protocoles de recherche non interventionnelle pour Université Nice Sophia Antipolis - UNS et Université Côte d'Azur – UCA.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité des voix.

Membres en exercice : 35

Quorum : 18

Présents et représentés : **23**

Fait à Nice, le **21 MARS 2018**

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : 2018-25

TRANSMISE AU RECTEUR :

27 MARS 2018

Pour le Président de l'Université
Nice Sophia Antipolis et par délégation
Le Vice-Président du Conseil d'Administration


Marc DALLOZ

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.